

Dossier de presse

Achats publics responsables : Le Défi !

Bourgogne
2008-2009



Contact presse :

Stéphanie Porro, Alterre Bourgogne, s.porro@alterre-bourgogne.org

Tél. 03 80 68 44 30/06 64 21 64 25

Sommaire :

1. Communiqué de presse (P.4)
2. Achats publics responsables : Les enjeux (P. 6)
3. Achats publics responsables en Bourgogne : Contexte et historique (P. 7)
4. Présentation du défi 2008-2009 en Bourgogne (P. 8-9)
5. 10 services de l'Etat relèvent le Défi (P. 10-11)
6. Les partenaires de l'opération (P. 12)

Achats publics responsables : 20 acteurs publics s'engagent à relever Le Défi !

Dijon, le 31 mars 2008 - Le réseau régional bourguignon sur la commande publique et le développement durable lance *Achats publics responsables – Le Défi !* une initiative innovante, une première en France, ayant pour objectif **d'encourager services de l'Etat et collectivités à adopter ou à développer une politique d'achats durables.**

Avec **près de 120 milliards d'euros par an, soit 15 % du PIB**, la commande publique est synonyme d'impacts sur l'environnement qu'il est possible de réduire en favorisant l'optimisation des besoins et l'achat de produits à moindres impacts. En affichant leurs attentes, les acteurs publics jouent un rôle prépondérant dans **l'émergence du marché des produits éco-responsables** et représentent **un levier important pour le passage à l'action.**

Le coup d'envoi de l'opération a lieu **lundi 31 mars**, veille de l'ouverture de la Semaine du Développement Durable qui porte cette année sur le thème *production et consommation durables*. A cette date, 10 administrations s'engageront officiellement à relever le défi. Elles le feront à travers une grande diversité de marchés qu'elles passeront sur la période 2008 - 2009, allant des fournitures de bureau aux véhicules de services en passant par l'alimentation collective, les travaux, les textiles, les produits d'entretien ou encore les services de livraison.

Pourquoi relever ce défi ? Si les acteurs publics se doivent d'appliquer la réglementation et montrer l'exemple, l'intégration de critères environnementaux et sociaux dans leurs marchés est encore loin d'être une pratique généralisée. Elle concerne en effet aujourd'hui **moins de 9% des marchés.**

L'opération *Achats publics responsables : Le Défi !* est une **opportunité unique pour les candidats de se doter des méthodes et des outils nécessaires** pour effectuer des

achats intégrant des caractéristiques environnementales et sociales, grâce à un accompagnement proposé aux acteurs qui s'engagent. Au programme de cet accompagnement, de la formation, un appui technique et méthodologique, une assistance extérieure sur les aspects juridiques, techniques et/ou organisationnels et une mise en relation avec des acteurs publics ayant déjà mis en œuvre le même type de marché.

Après les administrations d'Etat, ce sera le tour des collectivités territoriales de s'engager, en mai. En tout, il devrait donc y avoir une vingtaine d'acteurs publics qui, grâce à cette opération, **contribueront à une plus grande cohérence des politiques d'achats publics, favoriseront la mutualisation de savoirs et de pratiques et permettront le développement d'un réseau d'acheteurs** de tous horizons, concernés par cette démarche. L'enjeu étant d'engendrer une véritable dynamique territoriale de production et de consommation responsables.

Les partenaires de l'opération, coordonnée par Alterre Bourgogne, sont l'ADEME, le Conseil régional de Bourgogne et l'Union européenne, qui financent cette action dans le cadre du Programme Energie Climat de Bourgogne, la Préfecture de Région (SGAR), la DIREN, la DDE 21, le WWF-France, le Parc naturel régional du Morvan et le Syndicat Intercommunal d'Electricité de la Côte d'Or.

En partenariat avec :



*pour une planète vivante**



1. Achats publics responsables

Les enjeux

La commande publique, de par les volumes de produits et services qu'elle représente -- **près de 120 milliards d'euros par an, soit 15 % du PIB**-- est synonyme d'impacts sur l'environnement qu'il est possible de réduire en favorisant l'optimisation des besoins et l'achat de produits à moindres impacts.

Les administrations et les collectivités territoriales représentent **un levier important** pour le développement et la généralisation des achats responsables. En affichant leurs attentes, elles jouent un rôle prépondérant dans **l'émergence du marché des produits éco-responsables**.

Toutefois en France, **moins de 9% des marchés publics** intègrent des critères de durabilité contre plus de 40% au Danemark.

Au niveau européen, si la part de marché des produits écologiques « écolabellisés » atteignait 5 % :

- **les économies d'électricité** représenteraient l'équivalent de la consommation annuelle de 3,5 millions de foyers
- on éviterait d'émettre la quantité annuelle de gaz à effet de serre **d'un million d'européens**
- on éviterait d'émettre **17 500 tonnes d'oxyde d'azote et de soufre** et de composés organiques dans l'atmosphère
- on éviterait de polluer **12 milliards de litres d'eau** par des substances toxiques pour l'homme et l'environnement¹.

¹ Ces chiffres sont donnés à titre d'exemple. Ils sont extraits d'une étude menée pour la commission européenne (The Direct and Indirect Benefits of the European Ecolabel – Final Report Nov 2004) et sont diffusés sur le site Administrations éco responsables <http://www.ecoresponsabilite.environnement.gouv.fr/>

2. Achats publics responsables en Bourgogne

Contexte et historique

Au plan national

Ces dernières années, de nombreuses mesures et initiatives ont été prises en France pour favoriser la prise en compte du développement durable dans les achats publics. En particulier, la **réglementation des marchés publics a été adaptée sur la base des directives communautaires du 31 mars 2004 et de l'article 6 de la Charte constitutionnelle de l'environnement**, qui fait obligation à toutes les politiques publiques de promouvoir un développement durable et, à cet effet, de concilier la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social.

Pour faciliter et promouvoir cette prise en compte, la **Stratégie nationale de développement durable actualisée a prévu l'élaboration d'un Plan national d'action** pour des achats publics durables. Le Plan a pour objectif de faire de la France, d'ici 2009, l'un des pays de l'Union européenne les plus engagés dans la mise en œuvre du développement durable au sein de la commande publique.

Au plan régional

Un réseau régional -coordonné par l'**ADEME, la DIREN, le Conseil régional de Bourgogne et Alterre Bourgogne** et auquel étaient notamment associés **le Parc naturel régional du Morvan, la DDE 21 et le SYDEL 71**- s'est constitué en 2005, dans l'objectif de mobiliser des collectivités ainsi que différents types d'acteurs bourguignons autour de la question de l'intégration des critères de développement durable dans les marchés publics, mais aussi d'organiser l'information et de mutualiser les premières démarches et expériences en la matière.

Des groupes de travail ont été constitués et des guides réalisés, sur les thèmes :

1. de l'éclairage public
2. des travaux publics
3. des fournitures administratives.

Un 4^{ème} groupe de travail est en constitution sur la qualité environnementale des bâtiments.

Ainsi, la démarche continue, avec la contribution et le soutien de partenaires supplémentaires, notamment, **la Préfecture de Région (SGAR), le Syndicat Intercommunal d'Electricité de la Côte d'Or (SICECO) et**, dans le cadre de l'opération *Achats publics responsables :Le Défi !*, **le WWF-France.**

3. Présentation de l'opération *Achats publics responsables : Le Défi !*

Achats publics responsables – Le Défi ! est une nouvelle initiative du réseau régional bourguignon sur la commande publique et le développement durable. Elle a pour objectifs:

- d'encourager administrations, collectivités et services de l'Etat à **adopter ou à développer une politique d'achats durables** ;
- **de valoriser les actions menées**, partager les expériences, mutualiser les connaissances, afin d'inciter ceux qui n'agissent pas encore à passer à l'action ;
- **de développer un réseau d'acheteurs** de tous horizons souhaitant adopter cette démarche permettant d'engendrer une dynamique territoriale de production et consommation responsables la dynamique.

Qu'est-ce qu'une administration ou une collectivité éco-responsable en matière d'achats ?

C'est une administration ou une collectivité qui :

- repense sa politique pour acheter mieux, intègre les critères environnementaux et sociaux lors de la préparation des marchés, privilégie les normes ou les labels, favorise l'usage des produits les plus respectueux de l'environnement,
- enclenche une démarche exemplaire pour créer un effet d'entraînement sur le marché,
- sensibilise ses agents au développement durable,
- développe des actions "pédagogiques" destinées à l'ensemble de la population.

Une initiative qui s'inscrit dans la Semaine du Développement Durable

Le Défi ! s'inscrit dans le thème de la Semaine du Développement Durable : *production et consommation durables*. Il vise en effet les achats de biens et de services sur toutes les thématiques : fournitures, véhicules, alimentation collective, travaux, mobilier, textiles, produits d'entretien, services de livraison, ...et intègre les critères du développement durable en ce qu'il cible les achats sur des produits à moindre empreinte écologique ou des fournisseurs offrant des garanties de production dans des conditions respectant l'environnement ou les droits sociaux de leurs employés.

Les temps forts du Défi

- le 31 mars

Lancement de l'opération avec une première session consacrée aux administrations qui s'engagent.

- mai 2008

Deuxième session consacrée aux collectivités territoriales.

- avril 2008 à mars 2009

Mise en œuvre des défis.

- avril 2009

Événement de clôture.

4. Achats publics responsables : Le Défi ! 10 services de l'Etat s'engagent



La Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales (DRASS) et la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS) relèvent Le Défi ! avec :

- La commande d'équipement et de mobilier pour les bureaux et salles de réunions des futurs locaux situés dans le quartier des Grésilles
- L'achat de services de restauration collective en liaison froide, en perspective de la nouvelle cuisine qui sera installée pour le personnel



La Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires relève Le Défi ! avec :

- La commande de fourniture de petits matériels de bureau.



Le rectorat de l'Académie de Dijon relève Le Défi ! avec :

- L'achat de produits d'entretien et la prestation de nettoyage



La Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Bourgogne (DRTEFP) relève Le Défi ! avec :

- L'achat de papier



La Trésorerie générale relève Le Défi ! avec :

- L'achat de produits d'entretien



La préfecture de Saône-et-Loire relève Le Défi ! avec :

- Le renouvellement d'une chaudière



L'Office National des Forêts (ONF) relève Le Défi ! avec :

- La construction d'une maison forestière



L'ENESAD relève Le Défi ! avec :

- L'entretien des locaux : marché de prestations et de produits



La Caisse des dépôts et consignation relève Le Défi ! avec :

- La commande de lampadaires à faible consommation d'énergie.



Le Parc naturel régional du Morvan relève Le Défi ! avec :

- L'achat d'un stand événementiel éco-conçu



La Chambre de Commerce et d'Industrie de Dijon relève Le Défi ! avec :

- La location longue durée de véhicules à faible émission de CO2



Le lycée Gustave Eiffel relève Le Défi ! avec :

- L'utilisation de produits d'entretien (pour généralisation aux autres lycées de la région)



Le Conseil régional de Bourgogne relève le Défi ! avec :

- L'introduction de mobilier de bureau responsable, éco-conçu, à des prix acceptables et le recours à des produits d'entretien écologiques dans le cadre du renouvellement du marché de nettoyage

Achats publics responsables

Le Défi !

Une initiative régionale coordonnée par :



En partenariat avec :

